 **LES FICHES DE LECTURE de la Chaire D.S.O.**

Gilles CHOMIENNE
Cours C1
CNAM 2000- 2001

Jean-Léon BEAUVOIS

"TRAITE DE LA SERVITUDE LIBERALE Analyse de la soumission"

Dunod, 1994

I. L'auteur :

Professeur de psychologie sociale à l'Université de Nice Sophia- Antipolis, enseigne plus particulièrement la psychologie sociale expérimentale et la psychologie sociale appliquée et dirige la série de manuels "La psychologie sociale", éditée par les Presses Universitaires de Grenoble).

Ses thèmes de recherche se rapportent à l'analyse des processus socio-cognitifs et en particulier :
- théorie de la rationalisation
- approche socionormative des croyances
- théorie de l'utilité sociale
- théorie de la norme sociale d'internalité
- personnologie et jugement social
- théorie des connaissances descriptives versus évaluatives
- intégration de la théorie gibsonnienne des affordances dans la théorie de la double connaissance

Bibliographie :

- Soumission et idéologies. Psychosociologie de la rationalisation. Avec R.V. Joule *Paris, PUF (1981)*.
- La psychologie quotidienne. *Paris, PUF (1984)*.
- Petit traité de manipulation à l'usage des honnêtes gens. Avec R.V. Joule. *Grenoble PUF (1987)*
- L'acceptabilité sociale et la connaissance évaluative. *Connexions (1990)*.
- La connaissance des utilités sociales. *Psychologie Française, (1995)*.
- Affordances in social judgment: experimental proof of why it is a mistake to ignore how others behave towards a target and look solely at how the target behaves. Avec N. Dubois. *Swiss Journal of Psychology. (2000, sous presse)*.

II. Questions posées par l'auteur :

Dans le mode d'exercice démocratique du pouvoir, comment l'idéologie libérale conduit-elle Les individus à considérer l'asservissement comme l'expression la plus achevée de leur liberté ?

Et de manière plus détaillée :

Comment la démocratie amène t-elle les individus à accepter librement d'adopter des conduites contraires à leurs valeurs et à leurs motivations ?

Par quels mécanismes psychologiques les individus attribuent-ils à leur libre arbitre des comportements qui sont en fait déterminés par les pressions sociales ?

Comment le libéralisme pousse t-il les individus à calquer leur personnalité sur les modèles psychologiques qu'il véhicule ?

III. Idées clé :

A. L'aliénation n'est plus un asservissement: c'est un choix. La soumission est aujourd'hui l'expression la plus immédiate de la liberté individuelle

Pour qu'un agent doté d'autorité obtienne de quelqu'un qu'il agisse conformément à ce qu'il souhaite, il ne lui est plus nécessaire d'user des contraintes et pressions caractéristiques des modes d'exercice autoritaire du pouvoir ni même de persuasion.

La servitude volontaire découle de l'alliance du système démocratique comme mode d'exercice du pouvoir et de l'idéologie libérale qui l'anime.

1. Les pratiques démocratiques de l'exercice du pouvoir se doivent d'affirmer une liberté de manœuvre aux individus. Ceux-ci ne pouvant qu'accepter cette proposition de partage de décisions et de contrôles car elle est conforme à l'idée qu'ils se font de la démocratie entant qu'elle est le lieu de l'expression de la liberté individuelle. Or cette attribution de liberté individuelle, loin d'inciter les gens à agir selon leurs opinions et aspirations sert plutôt à mieux assumer les actes de soumission qu'ils n'ont pu refuser.

2. Le libéralisme, en exhibant la liberté que chacun a d'accepter de se mesurer, voire de s'efforcer, de répondre aux critères de performance (initiative, autonomie, esprit de décision, sens des responsabilités, goût du challenge,..) axés sur la valorisation de la nature psychologique des gens amène les gens à considérer que leur personnalité intime est à la source de leurs comportements et qu'ils détiennent la maîtrise du cours des évènements qui les touchent.

B. Cependant le mode de pensée libéral-démocrate ne repose pas sur le fonctionnement libre d'un esprit libre

L'idéologie libérale qui habite nos démocraties confère à la notion d'individu une réalité psychologique "naturelle" en supposant que les individus sont libres d'agir et de penser selon leur nature authentiquement individuelle. Cette nature psychologique propre à chacun des individus leur permettrait de produire par le traitement des informations et la réflexion qu'ils opèrent une connaissance libre et tendanciellement universelle Or, ce sont les rapports sociaux fondamentaux* eux-mêmes qui fondent et déterminent le rapport de connaissance que l'on doit avoir à l'égard des objets et à plus forte raison la connaissance que l'on en aura.

Dans les fonctionnements démocratiques libéraux, bien que libres en tant qu'individus nous devons également nous insérer dans des rapports sociaux par lesquels le pouvoir des uns s'exerce sur les autres, c'est à dire par lesquels :
1. les uns ont autorité pour induire les conduites des autres,
2. les premiers ont également autorité pour juger de l'utilité des conduites des seconds.

Ce rapport domination / soumission se concrétise dans sa dimension idéologique libérale par le fait qu'il existe :
1. un mode particulier d'induction des comportements par les agents exerçant du pouvoir qui se propose de créer les conditions pour que chacun puisse réaliser son excellence,
2. un mode particulier d'évaluation de ces comportements par ces mêmes agents qui permet d'établir des différences de valeur entre les gens selon que la signification psychologique donnée à leur conduites est plus ou moins proche des idéaux psychologiques attribués à un prototype libéral.

(*) en tant que :

1. enfants à élever ou parents qui doivent élever
2. écoliers à instruire ou maîtres qui doivent instruire
3. salariés à diriger ou chefs qui doivent diriger
4. époux ou compagnon destines à bâtir un cocon familial
5. femmes qui doivent être des objets de séduction, des mères en puissance, etc

C. La notion d'utilité sociale d'une personne est un fait de pensée sociale, donc de société qui définit la valeur relative des gens:

L'idéal du mode libéral démocratique d'exercice du pouvoir pour peu que l'égalité des droits soit assurée et énoncée, procède dans les faits des inégalités qui s'inscrivent dans la connaissance que nous avons des gens et dans notre manière de parler d'eux, autrement dit de la psychologie ordinaire que nous pratiquons.

Les rapports sociaux génère chez les gens la connaissance de leur utilité, leur fait acquérir les concepts personnologiques qui leur permettent de vivre et de faire connaître leur utilité, autrement dit de savoir ce qu'il valent. Ces concepts n'ont pas vocation à dénoter les caractéristiques véhiculées par les personnes, mais servent à dénoter l'utilité des conduites que réalisent les gens dans ces rapports sociaux.

IV. Postulats :

L'idéal libéral affirme d'autres valeurs que cette de la liberté individuelle et notamment celle qu'un système libéral démocratique se doit de rétribuer les gens selon leurs mérites ou leurs qualités propres (p 49).

L'analyse idéologique d'un fonctionnement social consiste pour un psychologue social à discerner les significations qu'il propose en lieu et place de certaines déterminations.

Le pouvoir
a) s'exerce dans des structures qui se caractérisent par leurs dissymétries formelles: les gens y entrent en relation asymétriques de pouvoir dominants/ dominés,
b) est susceptible de faire l'objet de délégation,
c) repose sur une garantie sociale consolidée par des règlements ou des lois.
L'exercice du pouvoir ne s'assimile pas à des processus d'influence, de persuasion, de propagande, ou de manipulation (p 156)

Le pouvoir est assorti de sanctions (récompenses ou punitions) qui constituent un élément motivationnel ayant un impact certain sur la soumission.

L'utilisation des sanctions par l'agent détenteur du pouvoir incite à la réalisation de comportements dont les agents assujettis se seraient dispensés. Ces agents entrent alors dans une structure pour y réaliser des utilités non pas psychologiquement mais socialement nécessaires (p 158).

Le pouvoir formel a un aspect prescriptif (commandement) et un aspect évaluatif (pour juger des conduites attendues des autres) (p 162).

V. Hypothèses:

L'auteur, psychologue social expérimental, justifie logiquement son argumentation par de multiples expérimentations auxquelles il soumet ou rattache successivement ses hypothèses:

Les gens associent spontanément la valeur sociale des personnes aux explications qui accentuent le poids causal de l'acteur dans ce qu'il fait et dans ce qui lui arrive (p 65)

Il existe une norme sociale de jugement qui prédisposent les gens à accentuer le poids causal de l'acteur lorsqu'ils expliquent les comportements et les renforcements alors que rien ne les y poussent et en tout cas chaque fois qu'il y va de l'idée qu'un agent doté d'un pouvoir social peut se faire de leur valeur à travers les explications qu'ils avancent (p 74)

Lorsqu'on s'intéresse aux traits de personnalité, les descriptions que nous faisons ne rendent pas prioritairement compte de ce que sont les personnes, elles sont essentiellement basées sur l'utilité sociale des gens qui vise à étalonner leur valeur.

Les individus placés en situation de soumission forcée finissent, dans certaines conditions, par adopter de nouvelles attitudes ou par modifier leurs motivations de façon à ce qu'elles soient plus conformes au comportement que l'on a obtenu d'eux (effet de rationalisation lié au caractère problématique pour les individus de l'acte qu'ils ont réalisé) (p117)

L'acceptation d'un acte problématique amène l'individu à s'engager dans la soumission c'est à dire à se mettre à disposition de celui qui exerce le pouvoir.

Cet engagement caractérise la relation que l'individu entretient avec son comportement ou le cours de l'action sollicitée. Ce n'est pas la personne qui s'engage au travers de ses opinions et de ses croyances; ce sont les autres ou les circonstances qui l'engagent dans ses actes.

Les déclarations sur la liberté d'accepter de faire ou non l'acte sollicité formulées par celui qui veut obtenir la réalisation d'un acte problématique est un puissant facteur d'engagement dans l'acceptation de cet acte; ces déclarations n'entraînent pas le refus mais constituent une condition de la rationalisation (p123). Les sujets déclarés libres rationalisent là où les sujets déclarés non libres ne rationalisent pas.

L'entrée dans cette position de soumission forcée place alors les individus dans un état où ils ne se sentent pas véritablement responsables de leurs actes et qui les rend inaptes à la décision idéologique; ils fonctionnent alors selon un script de l'obéissance résultant des événement disciplinaires qui ont nourri leur "élevage".

Dans un système d'exercice autoritaire du pouvoir dans lequel les agents soumis sont en situation de non choix, seuls adhèrent du point de vue idéologique à ce système de pouvoir ceux qui en profitent. A l'inverse dans un système démocratique, qui déploie comme une valeur incontournable la liberté subjective, ce sont ceux qui tirent le moins de bénéfices du système de pouvoir qui adhèrent le plus aux implications comportementales de leur soumission. (p 210)

Le mode libéral d'exercice du pouvoir permet le transfert des utilités comportementales de l'environnement social vers la nature psychologique intime des individus, leur donnant ainsi une image de soi plus ou moins valorisante socialement (internalisation).

VI. Commentaires :

Avec cet ouvrage Jean-Léon Beauvois détonne avec les discours angéliques sur l'achèvement de l'évolution idéologique de l'humanité qui verrait les individus réaliser sans entrave leurs désirs, ce que Francis Fukuyama dénomme "fin de l'Histoire" dans "La fin de l'histoire et le dernier homme" -1992. Le triomphe des forces libérales pleinement déployé au sein d'une société démocratique marquant la fin du processus de réalisation de la nature des individus (et non plus de l'Homme en tant que concept historique) grâce à une forme de gouvernement humain garantissant la liberté des acteurs individuels.

La mise en évidence par l'expérimentation des impacts des prescriptions démocratiques libérales et de leur renforcement dans l'évaluation libérale est aussi convaincante qu'étonnante et troublante même si le néobéhaviorisme de l'auteur peut prêter à dissension mais celui-ci s'en explique dans son propos terminal.

Le rôle du pouvoir dans le fonctionnement des organisations tel que le conçoit l'auteur fige les individus dans la position de domination / soumission qui est la leur à l'entrée dans la structure organisationnelle, il ne leur resterait ensuite qu'à fonctionner selon des conduites d'obéissance. C'est laisser bien peu de place au jeu des individus (devenus "acteurs") cher à M. Crozier et E. Friedberg. Ces auteurs démontrent dans "L'acteur et le système" 1977, le rôle du pouvoir dans le fonctionnement des organisations: "Une situation organisationnelle donnée ne contraint jamais totalement un acteur. Celui-ci garde toujours une marge de liberté et de négociation ou de manœuvre par laquelle il tend à exercer son pouvoir sur les autres acteurs quelles que soient leurs positions respectives. Chaque acteur tente à la fois de contraindre les autres membres de l'organisation pour satisfaire ses exigences et d'échapper à leur contrainte pour protéger sa propre liberté.

En revanche, la démonstration de Beauvois semble rejoindre la thèse du management participatif dans laquelle s'inscrivent les auteurs précités en ce que celle-ci insiste sur la nécessité de valoriser l'homme dans ce qu'il a de spécifique et de qualitatif. C'est là aussi un appel à l'expression de la nature intime des gens dans le but de les solliciter à mobiliser leurs capacités pour leur faire adopter des conduites utiles à l'organisation.

Bien que Beauvois ait d'emblée pris la précaution d'écarter la détermination économique de la soumission du champ de son étude, on aurait aimé que cette démonstration prenne en compte les contraintes et la répression que génère l'économie capitaliste avec laquelle opère l'idéologie libérale qui habite la démocratie.

VII. Démarche :

L'ouvrage est structuré en 3 parties :

- Partie 1 : Analyse des modes de production de la connaissance dans les sociétés libérales et démocratiques notamment en ce qu'ils impliquent la façon dont les gens peuvent/doivent penser
- Partie 2 : Analyse des retombées cognitives du maniement concret du concept de liberté si caractéristique des modes démocratiques d'exercice du pouvoir, notamment des pratiques consistant à affirmer la liberté des agents soumis
- Partie 3 : Synergie des deux premières parties dans les pratiques concrètes de l'exercice du pouvoir notamment à travers ses modalités libérales

VIII. Résumé :

1ère partie : Regards sur la psychologie ordinaire

Chapitre 1 : Détermination et signification du comportement : le statut de nos théories

Il faut distinguer ce qui relève de la *détermination* de nos comportements et ce qu'il faut attribuer à leur *signification*.

La psychologie libérale qui nous imprègne, nous incite à confondre ces deux notions et à assimiler les significations que sont susceptibles d'avoir à nos yeux nos conduites aux facteurs causaux de ces mêmes conduites (les déterminants). C'est de cette confusion que naît la production de connaissances propres à un type démocratique d'exercice de pouvoir.
L'analyse idéologique d'un fonctionnement social consiste, pour un psychologue social, à détecter les significations qu'il propose en lieu et place des déterminations.

Détermination et signification relèvent l'une et l'autre de processus distinct de connaissance.

1. La détermination du comportement relève de l'analyse de la causalité et repose sur le principe de la co-variation : Un facteur (une cause) est déterminant s'il entraîne des variations intelligibles du phénomène observé. Lorsqu'on sollicite quelqu'un sur les facteurs qui ont déterminé son comportement ou son jugement autrement dit sur les "questions causales", on s'attend à ce qu'il opère une sorte d'introspection afin de déceler en lui même les causes (les déterminations) des évènements psychologiques dont il a été l'acteur. C'est ce que l'auteur appelle un "présupposé d'accès direct aux processus internes".

Or, dans la vie de tous les jours les gens interrogés sur des questions causales répondent non pas en accédant directement aux processus internes mais en recourrant à des "théories" partagées concernant ces processus. Théories ou conceptions qui se rapportent à un individu idéalisé parfaitement en phase avec son époque et son univers, un homme qu'on qualifierait communément de normalement constitué. Elles sont, en effet, construites sur une conception et transmettent une vision de l'homme et de son activité de décision qui est celle d'un décideur éclairé, ce qui correspond à la conception éminemment libérale de l'homme.
Jean Léon Beauvois relate une série d'expériences mettant en œuvre le mode de requête "amorçage-fait-accompli" d'où il ressort qu'en dépit du poids des circonstances les acteurs se sont sentis "contraints" d'accepter de participer et que bien que les observateurs aient eu une parfaite connaissance de l'agencement programmé des circonstances, les sujets, qu'ils soient acteurs ou observateurs de l'expérimentation, lorsqu'ils doivent justifier leurs conduite, délaissent massivement les explications liées aux circonstances - peu valorisantes pour eux mêmes dans la mesure où ce serait reconnaître qu'ils sont manipulables - pour plébisciter les raisons fondées par des facteurs personnels.

2. La signification du comportement relève d'une production sociale de connaissances en cela qu'elle se définit comme le sens que les gens donnent à leur comportement, la valeur qu'ils lui attribuent eu égard à leur conception des choses et d'eux mêmes: les raisons qu'ils y trouvent, les objectifs qu'ils pensent consciemment ou inconsciemment poursuivre, les buts avoués ou inavoués qu'ils poursuivent.

La signification se découvre souvent postérieurement à l'acte. Elle peut aussi donner lieu, après travail d'analyse, à des significations socialement acceptables; en effet, la signification du comportement permet d'en restituer une mise en image qui s'ancre dans les théories partagées évoquées précédemment et qui est plus accessible et surtout plus valorisante que ne serait une explication résultant de l'examen des déterminations.

Chapitre 2 : Explication causale et internalité

La liberté individuelle est au cœur de nos représentations de la démocratie. Elle est même bien souvent tenue pour la qualité première de nos systèmes politiques qui permet aux gens de tolérer bien des désagréments économiques et humains du libéralisme.

Selon l'auteur, ce que nous tenons pour un besoin de liberté et de contrôle (besoin qu'ont les gens de contrôler les évènements susceptibles de les affecter (affection qui prend la forme de la résignation, de l'impuissance acquise, d'état de morosité apathique ou agressive,...) ne se traduit pas par une extrême sensibilité aux facteurs qui peuvent faire obstacle à son expression, ainsi que la prise en considération de nos idéaux démocratiques pourrait nous inciter à le croire. Au contraire, tout semble conduire les gens à penser et à inférer de telle sorte que les obstacles, même lorsqu'ils sont bien réels, soient minimisés ou tout simplement niés.
C'est là un biais fondamental dans la construction des significations que les gens confèrent à leur comportement et notamment si ces significations émanent d'une analyse qu'ils supposent purement déterministe ou causale.

Pour expliquer le fonctionnement de l'activité de connaissance qui est en jeu dans la production de ce biais, l'auteur s'appuie les théories de l'*attribution*. Ces théories se sont développées sur la base de l'approche de Fritz Heider selon laquelle, croulant sous des masses d'informations disparates voire chaotiques auxquelles donnent lieu les relations interpersonnelles, les gens éprouvent le besoin pour réguler leur action de distinguer les vrais invariants causaux des manifestations phénoménales souvent contingentes de ces mêmes invariants.
Les théories de l'attribution nous disent comment s'y prennent les gens pour accéder aux invariants causaux. Il s'agirait de remonter par des *inférences* causales (autrement dit des attributions causales), de l'apparence mouvante d'un phénomène ou d'un comportement vers les réalités stables qui le gouvernent pour établir si un comportement observé trouve sa cause dans la personne ou dans les circonstances.

Cependant lorsqu'ils se livrent à l'inférence causale les gens commettent, ainsi que l'a mis en évidence Lee Ross en 1977, assez systématiquement une erreur, d'où le concept d'*erreur fondamentale d'attribution*. Nous retrouvons cette erreur concernant les croyances en matière de détermination tant au niveau de ce que font les gens (leurs comportements) qu'au niveau de ce qui leur arrive dans la vie (les renforcements).

1. Erreur fondamentale d'attribution concernant les comportements :
Les gens ont tendance à négliger ou à minimiser les causes situationnelles des comportements pour accentuer la causalité qui trouvent son origine dans les personnes. Cette négligence affecte de manière opposée deux types de contraintes:
- les contraintes de rôle : alors que le comportement n'est qu'une implication d'un rôle que nous devons jouer, nous avons tendance à attribuer ce comportement à notre personne (détentrice du rôle) comme si ce comportement était une émanation directe de quelque trait, attitude ou tendance personnelle.
- les contraintes situationnelles : la littérature psychosociale abonde en histoires qui voient des sujets expérimentaux n'inférer que des causes personnelles, là où un raisonnement causal élémentaire devrait conduire à évoquer aussi, voire surtout, des causes liées à la situation dans laquelle l'acteur se comporte.

2. Erreur fondamentale d'attribution concernant les renforcements :
L'idée initiale de cet autre grand courant de la psychologie sociale (et même de la psychologie de la personnalité) appelé le *Locus of Control* (LOC) est que les renforcements ne devraient avoir d'effet sur le comportement ultérieur des individus que par le relais d'une variable cognitive: l'explication causale qu'ils donnent de ces renforcements. La prédiction du comportement sur la base d'un renforcement positif ou négatif passe par la prise en compte de cette explication cognitive causale qui restitue à l'individu le "lieu où s'est contrôlée" l'obtention de ce renforcement: ce lieu est il l'individu lui-même, son comportement, les autres, la chance, la grande complexité des choses et de la vie ?
Appréhendant le LOC comme une structure stable *d'anticipations (expectations) générales* en matière de contrôle des renforcements plutôt que comme des explications produites au coup par coup, J.B. Rotter, lui, ne pose plus la question du comment l'acteur explique tel ou tel renforcement mais celle du comment l'acteur s'attend à ce que soient contrôlés les renforcements susceptibles d'advenir.
Il distingue alors les *anticipations interne*: celles qui établissent un lien entre l'acteur ou son comportement et ce qui lui arrive, des *anticipations externes*: celles qui n'établissent pas ou peu de lien entre l'acteur ou son comportement et ce qui lui arrive. Ainsi on aurait des sujets *internes* qui pensent avoir une possibilité d'agir sur ce qui se passe et des sujets *externes* qui pensent que les choses de déroulent comme elles doivent se dérouler indépendamment de ce qu'ils sont et qui se trouvent ainsi plus soumis aux forces environnantes.
J.B. Rotter proposa alors une échelle, l'un des outils les plus utilisés dans l'application psychologique (de la psychiatrie à la psychologie du travail) permettant de repérer les individus internes des individus externes : la ROT I/E.
A l'aide de la ROT I/E, les socio- psychologues vont s'efforcer de montrer à quel point les sujets internes sont des gens bien sous tout rapport - internes que Beauvois désigne par GERR: Gens Eminemment Respectables et Rémunérables - à l'inverse des externes qui ne peuvent être in fine qu'une cible du travail social - que Beauvois catégorise comme GPRA: Gens Potentiellement Rééducables pour Assistance -.

L'auteur constate que depuis lors d'innombrables études mettent en évidence que l'internalité est un mode de penser statistiquement associé, dans nos démocraties libérales, à la valeur sociale voire à la valeur tout simplement économique. Cela se manifeste notamment, à coté de l'affirmation de la liberté individuelle, par cette posture de l'idéal libéral selon laquelle un système libéral se doit de rétribuer les gens selon leur mérite ou leurs qualités propres.
Or, d'après l'auteur, si les internes sont des GERR,
- ce n'est pas, ainsi que l'affirme de nombreux psychologues, parce que leurs croyances les prédisposent à adopter des conduites de performances ou de réalisation personnelle qui les amèneraient à l'excellence sociale;
- ce n'est pas non plus, comme le soutiennent les théoriciens de l'apprentissage social (parmi lesquels Rotter), parce qu'il disposent d'un pouvoir d'action qui les conduit à adopter, au moyen d'un apprentissage lié à leur efficacité personnelle, des croyances qui lient leur comportement à des résultats escomptés;
En vérité les internes sont des GERR parce que les évaluateurs institutionnels les aiment bien ou parce qu'ils savent se faire bien voir de ces évaluateurs (concept de *norme d'internalité)*. Cette explication présuppose l'utilité sociale des croyances et leur reconnaissance, consciente ou non, par les évaluateurs divers (professeurs, travailleurs sociaux, recruteurs, DRH,…).
On le voit, l'explication interne des renforcements ne se fonde pas, elle non plus, sur une activité de connaissance des déterminations mais sur la qualité sociale des personnes et sur ce qu'on pense d'elles.

Par conséquent, la question n'est pas celle de la détermination des comportements et des renforcements mais celle de leur signification, et plus probablement de leur signification sociale.

Chapitre 3 : La norme sociale d'internalité et l'explication causale

L'auteur expose comment les processus intervenant dans l'explication quotidienne sont davantage soumis à l'utilité sociale des explications avancées qu'à une quelconque visée de validité descriptive ou scientifique qui pousserait les gens à rechercher des explications vraies du point de vue de la détermination des évènements.

Il existe dans nos sociétés une norme sociale de jugement, la *norme sociale d'internalité*, qui conduit à attribuer de la valeur aux explications qui accentuent le poids causal de l'acteur dans ce qu'il fait (comportement) ou dans ce qui lui arrive (renforcement); on parlera d'explications internes.
Une telle norme sociale de jugement ne dirige la conduite des gens que dans des situations normatives, notamment les situations d'évaluation formelle dont dépend leur avenir social, c'est à dire les situations dans lesquelles ils doivent passer pour des GERR, par exemple, au cours d'un entretien de recrutement. Dans de telles situations, les gens fournissent des explications internes à des fins d'auto- représentation.
Une norme désignant les jugements qui sont porteurs de valeur sociale, il est préférable dans les situations d'évaluation sociale d'avancer une explication plutôt interne qui s'avèrera toujours plus prometteuse qu'une explication externe. En outre, une norme sociale, même de jugement, est portée par la différenciation sociale : les individus les plus normatifs, ceux qui émettent spontanément des jugements porteurs de valeur, s'avèrent être les individus socialement les plus favorisés correspondant au profil des GERR.

A l'appui d'expérimentations, J.L. Beauvois traque l'existence de cette norme sociale d'internalité dans notre univers, norme qui repose sur le fait que les gens associent eux-mêmes, délibérément ou sans le faire exprès, le choix des explications internes à la valeur sociale. Tout se passe comme si une pression normative exigeait des gens qu'ils exhibent de la valeur sociale en les conduisant à se montrer plus internes dans la sélection qu'ils opèrent parmi les explications pouvant rendre compte des évènements. Cependant, comme l'auteur le reconnaît, ce processus de sélection des explications internes est encore obscur.
Parallèlement, de nombreuses recherches démontrent que ce qui est vrai pour les personnes en situation d'être

évaluées est également vrai pour les évaluateurs eux-même. En situation d'évaluation, les évaluateurs jugent mieux les personnes fournissant des explications internes que celles fournissant des explications externes. Ainsi, les évalués, en mettant en avant de telles explications, se font effectivement bien voir des évaluateurs.

La démonstration de l'existence d'une norme sociale d'internalité étant apportée, Beauvois réfléchit alors à son efficacité sociale. Selon lui, tout donne à penser que cette norme sociale d'internalité est associée aux pratiques libérales d'exercice du pouvoir.

Les premières recherches pour l'établissement de ce lien montrèrent comment naissent, en famille, les croyances internes. Là où les contextes familiaux permissifs / libéraux "produisent" des internes, les contextes familiaux punitifs / autoritaires "produisent" des externes.
Dès 1970, Martin Hoffman théoricien du développement moral porta ses recherches sur l'internalisation des valeurs morales chez l'enfant et conforta ces conclusions.
Or, une série d'expérimentations conduites en milieu scolaire par J.L Beauvois à partir de 1987, attesta du contraire: les élèves soumis à une pédagogie plus traditionnelles se révélèrent plus internes que ceux soumis à des pédagogies libérales.
Recourant au concept de *clairvoyance normative* pour lever ce paradoxe, l'auteur développe le raisonnement suivant: Il se pourrait que les systèmes dits libéraux produisent beaucoup d'internalité chez leur ressortissants mais sans produire en même temps de clairvoyance normative. Il se pourrait aussi que d'autres modes d'exercice du pouvoir produisent moins d'internalité, mais produisent en revanche de la clairvoyance normative.
Ainsi les ressortissants du libéralisme pédagogique évoquent des explications internes non parce quelles sont susceptibles de les faire bien voir et qu'il est bon de se présenter comme un individu interne (souci d'auto-représentation) mais parce qu'elles leur paraissent vraies (internalité par croyance). Les ressortissants de pratiques pédagogiques plus traditionnelles choisissant, eux les explications internes à des fins d'auto- représentation.
Par conséquent les "vrais" internes se trouvent probablement davantage en système libéral alors que les élèves des classes traditionnelles montrent davantage d'internalité.

Les pratiques libérales prédisposent donc à expliquer les comportements et les renforcements par la norme sociale d'internalité, que ceux-ci procèdent de croyances ou de calculs.

Dès lors, en quoi les explications internes sont elles socialement utiles ?

Chapitre 4 : Personnologie et utilités sociales

Des recherches auxquelles a participé J.L. Beauvois en vue de déterminer parmi les différentes explications internes possibles, celles qui s'avèrent les plus normatives, il ressort de façon constante que ce sont les *traits de personnalité* qui sont perçus comme les plus porteurs de valeur sociale.

Pour expliquer ce qu'est un trait de personnalité, J.L. Beauvois se réfère au concept de TIP (théories implicites de la personnalité) que développèrent dans les années 1950 Bruner et Tagiuri. Ces TIP correspondent à la façon dont nous voyons les traits se combiner chez un même individu pour constituer un type psychologique intelligible.
Il fut constaté que dans leur pratique courante de la description psychologique, les gens semblent essentiellement concernés par la valeur des personnes et très peu par la nature de la personnalité proprement dite. Ainsi fut-il établi que les TIP avaient une dimension évaluative dans l'activité de connaissance psychologique des gens.

Beauvois rebondit alors sur ce constat pour définir ce qu'est la valeur d'un objet social et à fortiori en quoi consiste l'activité évaluative. Ainsi, détecte t-il dans la notion de *valeur sociale*, trois significations :
- une valeur affective: la valeur affective que les objet peuvent avoir pour nous, ne présuppose que peu ou pas de connaissance descriptive de l'objet,
- une valeur fonctionnelle: valeur qui repose sur l'adéquation de l'objet à un usage précis que l'on veut en faire ou à un projet particulier que l'on a sur cet objet. La valeur fonctionnelle implique nécessairement la connaissance descriptive de l'objet : c'est parce qu'on connaît l'objet que l'on est en mesure de calculer ou d'inférer la valeur qu'aura l'objet en regard de l'usage ou du projet,
- une valeur d'*utilité sociale* :
C'est cette dernière signification qui, selon J.L. Beauvois, est à mettre en rapport avec la personnologie; il s'emploie dès lors à démontrer que les traits de personnalité ne peuvent que véhiculer une connaissance axée sur l'utilité sociale des gens.
Pour comprendre la notion d'utilité sociale d'une personne, il faut recourir au concept de *connaissance évaluative* qui repose sur une analyse du mode de production cognitive des concepts personnologiques. Ces derniers "nous disent quelque chose, certes, de ce que sont les gens, mais ils nous disent aussi, simultanément et directement, ce qu'on peut ou qu'on a pu en faire dans l'univers social qui nous sert de référence, donc ce qu'ils valent dans cet univers, leur utilité". Toutefois, il faut noter que c'est précisément parce qu'ils oscillent entre l'explicitation de quelques caractéristiques de la nature de l'objet et son évaluation sociale que les concepts personnologiques sont peu efficaces comme outils descriptifs.
En fait, ces concepts, construits dans les rapports sociaux fondamentaux dans lesquels nous passons, se fondent sur une appréhension de l'utilité des Etres précisément dans ces rapports et de la nature des Etres en tant qu'elle détermine leur utilité. Ils parlent donc de nos rôles et de la manière d'assumer ces rôles donc des utilités sociales que nous devons réaliser ou que nous avons réalisées. Ainsi, dire d'une femme qu'elle est affectueuse, c'est dire par rapport à un standard social, la façon dont elle s'est comportée dans ses rôles de mère et de compagne, donc les utilités sociales qu'elle a réalisées dans ces rôles.
Ainsi, parmi les explications internes, l'explication personnologique (par les traits de personnalité) que nous utilisons volontiers pour décrire les personnes et pour expliquer leurs comportements est davantage adaptée à

juger de l'utilité de ces personnes qu'à transmettre une information sur ce qu'elles sont.
De plus, à l'appui d'un dossier expérimental ouvert depuis de nombreuses années, Beauvois établit que l'internalité opère une focalisation sur les aspects les plus évaluatifs des informations psychologiques et donc sur l'utilité sociale qu'elles véhiculent.
L'auteur attribue alors à l'internalité la fonction de psychologisation de l'évaluation sociale ou encore de *naturalisation* des utilités sociales.

Conclusion : les idéaux psychologiques du libéralisme

La psychologie "ordinaire", qui vient d'être évoquée, n'est pas universelle; elle est historiquement datée et culturellement située dans le monde occidental.
Cette psychologie ordinaire véhicule l'image d'un individu posé là comme une entité singulière, autonome et auto-suffisante et dont la pensée est un phénomène privé plutôt que collectif.
Cette image est assortie d'idéaux psychologiques propres au libéralisme démocratique qui se déclinent ainsi :

- Internalité et personnologie : c'est dans l'individu lui même et dans sa personnalité que se situe l'origine de ce qu'il fait et de ce qui lui arrive
- Identité : c'est dans les significations de leurs comportements que se construit la réalité stable des individus
- Individualité : chaque individu a une réalité propre, indépendante de toute catégorie, de toutes identités sociales
- Différenciation individuelle : chaque individu doit trouver une signification propre à ses conduites
- Auto-affirmation : il importe que l'individu exhibe sa valeur, son excellence dans les relations interpersonnelles
- Auto- suffisance : Les individus doivent chercher en eux -mêmes la source de leurs besoins et les possibilités qu'ils recèle de satisfaire ces besoins.
  Ces traits constituent un prototype idéal qui permet d'établir des différences de valeur entre les gens (donc d'utilité sociale des personnes) selon que les significations de leurs conduites en sont plus ou moins proches.

J.L. Beauvois tire la conclusion que les idéaux psychologiques qui sont modelés dans les pratiques concrètes et par les rapports sociaux de la réalité humaine éminemment libérale dans laquelle nous sommes immergés, correspondent aux normes auxquelles doivent satisfaire les significations apprises de nos comportements.
Significations que la psychologie ordinaire et la connaissance évaluative installent aux lieu et place de la détermination de ces comportements.

Partie 2 : Regards sur la liberté ordinaire

Chapitre 1 : la soumission forcée

Pour étudier les conséquences qu'ont sur nos croyances et évaluations certaines conduites que nous acceptons de réaliser pour la seule vraie raison que quelqu'un doté d'un brin d'autorité nous demande de les réaliser, autrement dit pour étudier les effets de la soumission forcée, Beauvois fait appelle à la théorie de la *dissonance cognitive* qui prend sa source dans les travaux de Festinger.
Selon cette théorie qui s'appuie sur de nombreuses expériences dont les effets sont considérés parmi les plus indiscutables de toute la psychologie descriptive (scientifique), les sujets placés *dans certaines conditions* modifient leurs attitudes ou leurs motivations préalables de façon à les rendre plus conformes à l'acte qu'ils ont accepté de réaliser ou pour faire en sorte que leurs attitudes ou leurs motivations puissent entraîner l'émission d'un tel acte.

Dès lors l'auteur s'interroge sur les raisons qui pousse un individu placé dans une telle situation, à faire le contraire de ce que lui commandaient jusqu'alors les savoirs et les évaluations qu'il a dans sa tête ou dans sa mémoire.
La soumission forcée ne relève pas d'un processus d'auto persuasion, la réalisation de l'acte n'étant pas nécessaire à l'observation d'un effet de la soumission forcée. En effet, de multiples recherches montrent que la modification de l'attitude ou de la motivation qui aurait impliqué un acte contraire à celui qu'a accepté le sujet est observée *avant* même qu'il ait réalisé ce qu'on attend de lui.
En fait, l'individu en situation de soumission forcée, ressent l'acte qu'il va faire comme un acte problématique. L'émission d'un acte problématique le met dans état de tension que Festinger appelle l'état de dissonance. Pour s'en sortir il doit modifier ses savoirs et ses évaluations d'origine.
C'est ce processus psychologique qui a pour effet de rendre le comportement moins problématique qu'il ne l'était au moment de l'acceptation, que Festinger considère comme la réduction de la dissonance, et que J.L. Beauvois (et R.V. Joule) définit par le terme de *rationalisation*. L'effet de la rationalisation ayant pour résultat de rendre moins problématique un acte qui l'était au vu des attitudes ou motivations préalables de l'individu qui accepte de réaliser cet acte qui en est finalement le contraire, et par là même la rationalisation a également pour effet de ne plus faire apparaître le comportement de l'individu comme relevant d'une pure soumission.

Quelles sont les conditions requises pour obtenir l'effet de la soumission forcée?
Il faut que le sujet se sente *engagé* dans son acte par la relation qu'il entretient avec le cours de l'action qui commence. Il faut aussi que les sources de son engagement se situent dans l'environnement de l'acte plutôt que dans le sujet lui-même: ce sont les autres (par les requêtes qu'ils formulent ou par la pression qu'ils exercent) ou les circonstances (notamment lorsqu'elles impliquent un acte public, réalisé devant des pairs) qui engagent dans

les actes. Un des facteurs puissants d'engagement en provenance de l'environnement ainsi défini, est la *déclaration de liberté*.
Paradoxalement la déclaration de liberté est indispensable au déclenchement de la rationalisation des comportements problématiques en ce qu'elle engage l'individu dans son comportement de soumission. Ce paradoxe présente trois aspects :
- quasiment toutes les recherches attestent que les gens déclarés libres et pour lesquels la liberté est une valeur fondamentale sont finalement peu disposés à profiter de cette liberté même lorsqu'on leur rappelle qu'ils peuvent quitter le champ de l'expérimentation.
- La personne qui déclare les sujets libres est celle la même qui attend leur soumission, c'est donc une *soumission librement consentie* qui est demandée.
- Les sujets déclarés libres rationalisent certes leur comportement de soumission (alors que les sujets déclarés non libres ne rationalisent pas ou peu) mais n'éprouvent pas pour autant un sentiment de liberté; c'est donc la déclaration en tant que telle "vous êtes libres" qui transforme la situation de soumission plus que ses éventuelles retombées subjectives.
Ainsi, seuls les sujets engagés rationalisent leur comportement, et leur engagement tient finalement à peu de chose puisqu'il suffit qu'ils aient été déclarés libres par celui dont le rôle est de les voir se soumettre, ce qu'ils font.

L'acceptation des sujets déclarés libres pour réaliser un acte problématique s'opère nécessairement dans le contexte d'une relation de pouvoir.
Il faut d'emblée écarter l'hypothèse selon laquelle l'acceptation relèverait de l'auto- perception qui consisterait pour les individus placés en situation de soumission forcée à tirer simplement les conclusions de leur comportement (ainsi, si on accepte de défendre la peine de mort, c'est que on doit croire que la peine de mort est une bonne chose). En effet, cette hypothèse qui relève de la théorie de l'auto- perception fait porter l'acceptation sur l'acte, mais la validation expérimentale de cette théorie n'a pas connu de résultats probants.
Les expérimentations menées par Beauvois montrent que ce que l'individu déclaré libre accepte ce n'est pas l'acte, mais leur mise à disposition à l'expérimentateur et plus généralement la position de soumission au pouvoir institutionnel, hiérarchique, symbolique...
Donc la déclaration de liberté est nécessaire à la rationalisation parce qu'elle engage l'individu non pas dans l'acte qu'il doit réaliser mais dans la soumission à celui qui sollicite l'acte.

Chapitre 2 : L'agent de la discipline

Cela a été démontré au chapitre précédent, les déclarations de liberté proférées par celui qui sollicite l'acte reviennent à dire à la personne potentiellement soumise qu'elle est libre de se soumettre ou de se démettre. Cependant c'est d'une liberté spéciale qu'il s'agit: celle d'entrer ou non en position d'agent soumis.

Lorsque l'individu s'est placé en situation expérimentale ou sociale de soumission forcée, il n'agit plus ensuite en situation d'autonomie psychologique; il se met aux ordres d'une autorité, perdant ainsi son aptitude à la décision idéologique ou morale, il se trouve plongé dans ce que S. Milgram appelle l'*état agentique*.
Cet état agentique est caractérisé ainsi:
- il est déclenché par une requête voir une pression émanant d'un personnage doté d'autorité,
- l'agent soumis accepte implicitement ou explicitement de faire ce que ce personnage attend de lui,
- cette acceptation est formulée sans qu'aient été mobilisées les attitudes et valeurs personnelles à des fins de décisions comportementales, néanmoins ces attitudes et valeurs peuvent être affectées (l'agent soumis est "malheureux"),
- l'individu soumis ne reconnaît pas la responsabilité de ses actes, celle-ci étant attribuée à l'agent ayant exercée la pression.

Si les individus se placent dans cet état agentique c'est en réalité parce qu'ils ont intériorisé une conduite scriptée : leurs conduites se déroulent sans qu'ils aient vraiment à décider de la façon dont ils doivent se comporter; les individus, en état de basse tension cognitive, opèrent de manière mécanique (ce qui leur permet, le cas échéant, de penser à autre chose) en se laissant porter par un script.
Cette conduite scriptée à été apprise à travers les "événements disciplinaires" dans lesquels ils ont été entraînés à rationaliser les comportements de soumission. Ainsi que l'a démontré Martin Hoffman théoricien du développement moral par le biais du modèle d'interactions parents/enfants qu'il appelle événements disciplinaires, les effets de la pédagogie ordinaire exercée par les parents pour modifier le cours d'action de leurs enfants sont propices à l'internalisation des valeurs morales et plus encore des valeurs sociales et sont extrêmement similaires à ceux de la soumission forcée.

Les gens, lorsqu'ils sont entrés en situation de soumission forcée, acceptent finalement ce qu'on leur demande sans solliciter leurs attitudes et valeurs initiales ; ils font donc fonctionner ce que J.L. Beauvois dénomme leur *script de l'obéissance*.

Partie 3 : Regard sur l'exercice ordinaire du pouvoir

Chapitre 1 : Libéralisme, démocratie et exercice du pouvoir

Comment les regards portés sur la psychologie et sur la liberté ordinaires s'inscrivent-ils dans les comportements et pratiques ordinaires de l'exercice du pouvoir ?

Puisque Beauvois s'interroge sur les processus socio- cognitifs susceptibles d'être le fait des pratiques libérales et démocratiques, il lui faut s'intéresser aux conduites telles qu'elles se réalisent concrètement dans les rapports sociaux que la démocratie libérale entretient, renforce ou génère dans les organisations et les institutions.
Pour ce faire, il examine comment, dans les situations courantes, se manifestent le pouvoir et les systèmes de pouvoir qui procèdent des rapports sociaux de domination.

La conception du pouvoir retenue par l'auteur, formaliste, marxisante, se réfère aux structures de pouvoir susceptibles de faire l'objet de délégation: qu'il s'agisse des structures organisationnelles hiérarchiques et leurs avatars: écoles, entreprises, hôpitaux, syndicats,.. ou corporatistes (université,…)
Dans ces structures le pouvoir d'un chef ou d'un supérieur est toujours associé aux possibilités de sanctions immédiates ou à terme, qu'il s'agisse de récompenses ou de punitions. Mais ces possibilités de sanctions (ou de jugement concernant ces sanctions) ne sont pas liées à la personne du chef: celui-ci les tient par délégation de son (ses) supérieur(s) jusqu'au délégateur initial dont le pouvoir repose sur une *garantie sociale* (politique, religieuse, économique,… en tout cas non personnelle) qui est protégée par des lois ou règlements.
De son côté, l'agent soumis se comporte pour répondre à une utilité qui est celle de l'agent qui exerce le pouvoir ou celle d'autres personnes; il s'agit donc d'une utilité sociale qui ne renvoie pas (ou peu) à une valeur psychologique pour l'individu soumis.
Il ne s'agit pas, par conséquent, d'une conception du pouvoir qui:
- s'intéresserait aux effets que peuvent avoir sur autrui nos actions délibérées ou volontaires c'est à dire où l'exercice du pouvoir s'exercerait par des processus d'influence, de persuasion, de propagande, voire de séduction ou de manipulation,
- s'intéresserait aux contingences diverses relevant du registre des relations interpersonnelles et qui constitueraient par la même des "sources" de pouvoir (charme prestige, normativité, compétence, force physique,…) permettant d'obtenir d'autrui qu'il fasse quelque chose pour l'utilisateur d'une telle source. Celles-ci ne relèvent pas du "pouvoir" (en tout cas lorsqu'elles ne s'appuient pas sur d'autres sources plus formelles ou instituées) car elles ne peuvent être déléguées et ne peuvent par conséquent générer les structures qui sont générés par les processus de délégation,
- relèverait de "techniques d'amorçage": "pied-dans-la-porte", "porte-au-nez", qui ne repose sur aucune source sociale clairement identifiable autre que la maîtrise de la technique elle-même et qui peuvent s'exercer en dehors de tout cadre structurel.

C'est précisément parce qu'il s'agit d'un pouvoir formel (n'étant pas lié à la personne du chef) que ce pouvoir social dans son exercice concret est doté de deux composantes interdépendantes :

1. La composante *prescriptive* (le commandement ou, selon une terminologie plus actuelle, l'animation) : il s'agit de prescrire et d'imposer à ceux qui sont soumis des conduites et des discours socialement (versus psychologiquement) acceptables.

2. La composante *évaluative*: Il s'agit de la prérogative qu'ont ceux qui exercent un pouvoir sur d'autres, de juger de l'utilité sociale (non psychologique) des conduites effectives de ceux qui sont soumis. Cet aspect est étroitement liée à la distribution des sanctions: l'activité évaluative étant très contrainte par le registre des sanctions disponibles dans l'organisation.

Le pouvoir formel sur autrui dont dispose l'agent peut prendre plusieurs formes que l'on peut ramener à deux dimensions qui rendent compte des aspects prescriptif et évaluatif:

1. La *dimension idéologique* qui met en exergue le type de légitimation que met en avant l'agent qui exerce le pouvoir comme valeur finale.
L'auteur repère trois types principaux de la légitimation des prescriptions et des évaluations :
- l'exercice du pouvoir dictatorial qui repose sur la légitimation par la puissance.
Il s'agit d'un mode exigeant obéissance ou pure soumission, qui dans son principe d'exercice est transparent: en effet, celui qui exerce le pouvoir veut obtenir des utilités sociales qui ne correspondent pas nécessairement à des utilités psychologiques. C'est pour cela que les pratiques dictatoriales génèrent peu d'adaptations cognitives et notamment peu d'internalisation des utilités ou des valeurs sociales.
- L'exercice du pouvoir totalitaire qui se légitime par des valeurs déclarées ou supposées partagées ou par de grandes causes susceptibles de justifier les exigences de celui qui exerce le pouvoir ou celles de ses délégateurs. Le système de pouvoir qui, en appelant au dévouement et à l'abnégation, n'est plus que le moyen de réalisation d'un Etat- but qui prend nécessairement et légitimement le pas sur les aspirations ou attentes des soumis et même des chefs.
- L'exercice du pouvoir libéral en appelle à la nature et à la personne des gens soumis. Il s'agit d'un mode de prescription légitimé par une évocation de la nature psychologique même du soumis et de ses besoins (besoin d'accomplissement), de son intelligence. Le pouvoir libéral propose à ceux qui ont le goût de s'y insérer (de s'y soumettre), l'épanouissement individuel, l'autonomie, la culture de la différence. Le chef libéral tient sa propre légitimité de prescripteur et d'évaluateur parce qu'il représente mieux que ses subordonnées, un prototype d'Homme accompli et "développé". A travers leur savoir être les gens sont dont appelés à devenir des gens psychologiquement bien, des gens à potentiel, désireux de se prendre en charge, de bâtir un projet personnel.

2. La *dimension partenariale*, plus axée sur l'aspect prescriptif, concerne la part de décision ou d'initiative laissée par l'agent qui exerce le pouvoir, dans la gestion de l'activité commune, soit à la personne soumise soit à l'ensemble des soumis considéré comme un collectif organisationnel (on a en opposition: commandement ou pédagogie autoritaire, autocratique, étroit, directif traditionnel… versus commandement ou pédagogie démocratique, libéral, large, permissif, non directif,…).
A un pôle démocratique correspond un partage maximum des activités de décisions et de contrôles. Partage dans lequel les représentations, les sentiments ou illusions de liberté que peuvent exhiber les gens soumis, trouvent

leurs origines. les notions de permissivité de l'agent exerçant le pouvoir et d'autonomie de l'agent soumis en sont très caractéristiques.

Dans l'analyse concrète de l'exercice du pouvoir et de ses conséquences socio- cognitives, il convient de prendre simultanément en considération ces deux dimensions - idéologique: qui permet d'en définir les facettes libérales, et partenariale: qui permet d'en évoquer le caractère plus ou moins démocratique - et les possibilités de croisement qu'elles offrent.
J.L. Beauvois rappelle toutefois que ces dimensions nécessaires à l'analyse du pouvoir sont des idéaux typiques et non pas des types empiriques statistiquement fréquents: ainsi le lien subtil qui existe entre la démocratie et le type libéral d'exercice du pouvoir ne peut échapper à la "loi" selon laquelle seuls les renforcements (sanctions) peuvent avant toute internalisation ou rationalisation fournir l'élément motivationnel indispensable à l'obéissance et à la soumission.

Chapitre 2 : Familles et organisations

J.L. Beauvois cote la famille comme l'une des premières structures où s'exerce le pouvoir relevant en ce sens que plusieurs traditions de recherches font dépendre certains acquis de l'enfant (son langage, son intelligence, sa moralité,…) du système de communication et de pouvoir qu'il trouve déployé dans sa famille.
La théorie du développement moral, notamment avec Martin Hoffman est assez proche de celle de l'auteur. Hoffman avance en effet que c'est bien dans les modalités de l'exercice du pouvoir en famille que l'internalisation des valeurs morales et les constructions cognitives qui l'accompagnent trouvent leur origine causale (et corollairement la culpabilité en cas de transgression d'une règle morale). Le pouvoir parental s'exerçant dans le cadre de la discipline (ou d'évènements disciplinaires) dans laquelle l'enfant est amené à confronter une tendance égotique interne à une règle sociale externe au nom de laquelle l'adulte lui enjoint de ne pas faire ce qu'il s'apprête à faire ou de faire le contraire de ce qu'il ferait spontanément.. Peu importe le nombre de ces évènements disciplinaires, ce qui compte c'est la façon dont ils sont gérés par l'adulte.
L'auteur privilégie, pour sa démonstration, le mode de gestion des évènements disciplinaires qu'Hoffman appelle le mode inductif, au détriment de l'affirmation autoritaire du pouvoir et du marchandage affectif.
Ce mode qui consiste essentiellement à faire valoir, en les mettant cognitivement en relief, pour autrui et pour lui même les conséquences de l'acte que l'enfant a envie de réaliser et/ou de celle que l'éducateur lui suggère. J.L. Beauvois note que ce mode relève généralement, sauf cas exceptionnel en matière d'exercice du pouvoir, d'utilités assez peu contingentes et non psychologiquement arbitraires qui sont de véritables valeurs morales difficilement contestables. Ce qui n'est bien évidemment pas le cas des utilités sociales psychologiquement arbitraires vers lesquelles les soumis sont canalisés dans le cadre des situations sociales où s'exerce la plupart du temps le pouvoir.
En fait, il semble que le mode inductif soit du point de vue de la dimension partenariale de l'exercice du pouvoir un mode tendanciellement permissif et démocratique. En revanche, le fait que l'éducateur doit "rendre saillantes" les conséquences des conduites quant à leur signification morale donne à penser que cette induction se réalise dans un climat idéologique virtuellement totalitaire. Néanmoins l'auteur, au vue de l'importance qu'ont les attributions internes que peut faire l'adulte pour la reproduction ultérieure d'actes moraux préalablement obtenus de jeunes enfants, considère que l'efficacité avérée du mode inductif provient d'une pratique plutôt libérale d'"élevage" des enfants.

Dans les entreprises et autres organisations où l'exercice du pouvoir est plus codifié et davantage inséré dans les univers socio-culturels de la délégation, quel est le mode d'exercice du pouvoir susceptible de garantir l'efficacité organisationnelle?
Se référant à la typologie proposée par E. Enriquez qui distingue trois grand modèles (charismatique, bureaucratique et coopératif), J.L. Beauvois répond à cette question en associant aux quatre modèles qu'il repère une valeur qu'il faut promouvoir pour que tout ce passe, au niveau individuel, au mieux.

1. La fidélité des comportements professionnels comme valeur génératrice du modèle bureaucratique.
L'organisation rationnelle, parfaite est celle dans laquelle chacun sait, à tout instant, quoi et comment faire: tout doit être fait pour que soit évité l'intrusion d'une option personnelle qui serait porteuse de subjectivité et d'irrationalité d'où la parcellisation des tâches (taylorisme), l'ample formalisme administratif (fayolisme); ceux qui ont délégation de pouvoir ont pour fonction de veiller au respect des règles et procédures définies par les experts et chacun est motivé pour le faire: l'agent s'attend à recevoir les renforcement essentiellement économiques pour lesquels il travaille . Ainsi le penseur bureaucratique fait davantage confiance à l'organisation (possiblement rationnelle) qu'à la nature humaine (foncièrement irrationnelle).

2. L'attachement
L'organisation fonctionnera de manière optimale si ses membres ont avec elle des liens dépassant le cadre strict du contrat de travail et si elle peut satisfaire d'autres motivations que les motivations économiques. Elle vont du classique paternalisme, qui joue sur un registre de systèmes destinés à renforcer sur d'autres plans que celui du salaire le lien affectif de l'agent à ce qui se présente à lui comme sa famille sociale, aux relations humaines énoncées par E. Mayo dont le projet d'assimilation de la structure informelle (groupes et leaders) par la structure formelle (équipe de travail et ligne hiérarchique) consiste à placer le salarié dans un réseau de relations interpersonnelles chaleureuses.
Paternalisme et relations sociales sont compatibles: elles développent ainsi un système d'opacification des relations de pouvoir par l'intervention du registre socio- affectif. L'activité évaluative y est ancrée dans une psychologie *rustique* qui s'exprime à l'aide de grilles d'évaluation faites de caractéristiques personnelles, attitudes (le "bon esprit") et quasi- traits (la loyauté, le dévouement, l'ascendance) qui désignent le bon gars sur lequel peut s'appuyer le bon chef (en opposition, les GPRA potentiels ou avérés destinés à êtres exclus ou boucs émissaires).

Fidélité et attachement n'impliquent aucune participation cognitive du subordonné aux utilités et valeurs organisationnelles et sont, selon J.L. Beauvois, entièrement compatibles avec le type dictatorial d'exercice du pouvoir.

3. Le projet
La pré éminence du projet collectif dont la réalisation dépend de la performance de chacun, a fortiori s'il emporte l'adhésion du salarié, fournit les bases au niveau individuel de l'optimisation organisationnelle. Un tel projet permet de définir une normativité structurante dans l'organisation, chacun pouvant inférer, proposer ou se voir dicter, ce que doit être, à travers sa propre performance, sa propre contribution vers l'Etat- but.
A la différence des deux valeurs précédentes, les prescriptions hiérarchiques se réfèrent à des normes générales connues proclamées d'intérêt collectif par la seule force du projet.
Les utilités organisationnelles acquièrent donc une dimension cognitive systématique.

4. L'esprit de performance
L'efficacité organisationnelle tient à l'aptitude de l'organisation à balayer les carcans (outils bureaucratique de gestion et d'organisation) qui brident habituellement les salariés et à créer au niveau individuel, les conditions permettant à chacun de donner libre cours à sa nature pour l'accomplissement de son excellence et de sa performance. On donne ainsi aux gens des objectifs, ou on les aide à s'en donner, on leur donne des outils d'analyse de leur progression ou on les aide à s'en donner afin qu'il se réalise dans leur développement individuel. C'est donc l'ère du chef- manager qui est fondamentalement un libéral dans sa pratique de l'exercice du pouvoir.
La performance n'est pas la conséquence d'une organisation rationnelle ou de la saillance d'un projet pour l'exécutant, mais elle est l'expression de la nature psychologique des individus.

En opérant le nécessaire croisement des dimensions idéologique et partenariale de l'exercice du pouvoir, l'auteur énonce dans quelles conditions un agent disposant du pouvoir peut susciter l'auto prescription (pratique qui relève de la dimension partenariale) chez les agents qui lui sont soumis et tendre ainsi vers un exercice plus démocratique.
Du point de vue de l'agent (des agents) qui délègue(nt) une part d'activité prescriptive, l'exercice démocratique du pouvoir laissant une part importante d'auto- prescription autrement dit de participation aux agents soumis, repose sur quatre *pré requis* dont les deux derniers peuvent avoir une intensité variable :
- la clause de connaissance, c'est-à-dire la connaissance par les agents soumis des utilités attendues par l'agent qui exerce le pouvoir ou par le système de pouvoir,
- la clause de dépendance, autrement dit la nécessité pour les agents soumis de maintenir le contrat qui les lie au système de pouvoir auquel ils sont soumis (par craintes des sanctions, voire de l'exclusion de l'organisation),
- la clause d'auto- évaluation ou de manière plus réaliste d'évaluation par les pairs du soumis qui au bénéfice d'une tentative de démocratisation amène les agents soumis à participer voire à décider des actions à entreprendre, des moyens à mettre en œuvre et des objectifs à atteindre,
- la clause de délégation de l'évaluation par laquelle le chef renonçant à juger des sanctions positives ou négatives transfert aux agents soumis l'activité de répartir eux-mêmes les renforcements sociaux disponibles. Cette délégation poussée à son extrémité devrait aboutir à un renversement de l'évaluation qui se traduirait, in fine, en évaluation et donc possiblement en sanction de l'agent qui exerce le pouvoir par ceux qui auparavant lui étaient soumis et qui se seraient ainsi trouvés invités à participer et à décider.
J.L. Beauvois souligne le caractère fantasmatique de la clause de renversement de l'évaluation qui par le retournement du système de pouvoir qu'elle suppose impliquerait une modification profonde des structures organisationnelles.
Avec ces pré requis, l'agent soumis préfère sa position de soumission et connaît l'utilité psychologique de sa soumission.
Ces clauses suffisent à rendre compte de l'exercice d'un pouvoir qui s'affirme démocratique - et l'auteur en sous-entend ainsi l'imposture - alors que pratiquement cette valeur démocratique se révèle très relative.
Il n'est qu'à s'intéresser à l'exercice de l'activité évaluative qu'implique la citoyenneté (constitutionnellement garante de l'exercice du pouvoir prescriptif et évaluatif dans les démocraties politiques) pour constater qu'elle ne modifie pas les pouvoirs hiérarchiques descendants: il suffit d'observer les positions quotidiennes d'agents soumis que doivent adopter les citoyens lorsqu'ils sont dans les entreprises, les administrations publiques, à l'école, en famille ou dans la rue.

Sous un mode totalitaire ou un mode libéral d'exercice du pouvoir, la délégation plus ou moins poussée de l'activité de décision quant à ce que doit être l'activité collective (activité prescriptive) - qu'implique une éducation (un élevage selon l'auteur), une pédagogie, un management qui se veulent permissifs - pré suppose de la part des agents soumis (clause de connaissance) un minimum de participation cognitive. Cette *participation cognitive minimale* permet aux agents de se repérer dans le systèmes des utilités organisationnelles et/ou sociales: le rappel des valeurs et projets, comme celui du type humain nécessaire à une insertion réussie, fournissent aux agents soumis le relais cognitif susceptible de donner du sens aux exigences du pouvoir et d'en faciliter l'appréhension cognitive.
En mode totalitaire, les agents peuvent adhérer par soumission publique ou par acceptation privée, au grandes causes ou aux grands projets.
En mode libéral, les agents peuvent avoir suffisamment internalisé les utilités et valeurs pour qu'elles soient intégrées à ce qu'ils se représentent comme leur nature psychologique propre. Dès lors, il apparaît que les modes totalitaire ou libéral d'exercice du pouvoir peuvent faire naître et développer des pratiques démocratiques et permissives.

Chapitre 3 : L'acteur, le libéralisme et la démocratie : les effets socio- cognitifs de la soumission

Si démocratie totalitaire et démocratie libérale sont souvent mêlées dans les faits et théoriquement confondues dans l'exercice du pouvoir, elles reposent néanmoins sur les pratiques concrètes, comportementales ou discursives qu'il faut distinguer pour comprendre les processus socio-cognitifs associées à la soumission.

On le sait maintenant, accepter la soumission à quelqu'un c'est le reconnaître à la fois comme pouvant imposer des conduites (aspect prescriptif) et comme pouvant juger de l'utilité des conduites effectives (aspect évaluatif). Quels sont alors les effets socio-cognitifs de ces deux aspects de la soumission ?

Les fonctionnements démocratiques qui valorisent la dimension partenariale de type libéral, s'ancrent dans l'attribution d'une liberté de manœuvre (faite de représentations, les sentiments ou illusions de liberté) que peuvent exhiber les gens soumis.
On connaît les effets des déclarations de liberté (voir partie 2) qui dans les situations de soumission forcée similaires aux situations de pouvoir, initient le processus de rationalisation. L'auteur précise alors la spécificité de ce processus auquel se livre l'individu en présentant les résultats de deux séries d'expérimentations axées sur l'effet des rétributions qui exposent ce qui se passe lorsque celui qui exerce le pouvoir omet d'énoncer la déclaration de liberté ou lorsqu'il insiste sur le caractère contraignant de sa demande.
Les sujets non déclarés libres (non choix) pour autant qu'ils soient bien récompensés par l'autorité leur extorquant l'acte problématique croient davantage à l'intérêt ou à la valeur de ce qu'ils font (loi de l'effet ou loi du renforcement) que ceux qui reçoivent une rétribution dérisoire. En revanche, les sujets déclarés libres (choix) rationalisent leur comportement pour peu qu'ils estiment ne pas suffisamment avoir été rétribués (théorie de la dissonance cognitive), à l'inverse une forte rétribution réduit ou fait disparaître le processus de rationalisation.
Ces résultats confortent J.L. Beauvois dans la déduction qu'en matière de prescription, dans un système partenarial autoritaire où le pouvoir s'affirme en tant que tel, dans lequel les agents soumis sont en situation de non choix, seuls adhèrent du point de vue idéologique à ce système de pouvoir ceux qui en profitent. A l'inverse dans un système partenarial démocratique permissif qui déploie comme une valeur incontournable la liberté subjective il semble que ce soient ceux qui tirent le moins de bénéfices du système de pouvoir qui adhèrent le plus aux implications comportementales de leur soumission.

L'auteur met alors en évidence la subtile mais erronée transposition qui s'opère dans l'esprit des individus qui sont libres en tant qu' électeur politique dans le système de pouvoir démocratique et leur position dans l'ensemble des organisations où se jouent les rapports sociaux fondamentaux au sein desquelles ils n'ont guère d'autre solution que de consentir à leur position de soumission malgré le discours plus ou moins permissif sur la liberté de manœuvre qui leur est octroyée.
En effet, toute la force du processus de reproduction mis en œuvre dans les démocraties libérales tient au fait que les gens ont appris à transférer le discours qui les proclame libres comme acteur politique dans les espaces primaires (famille,…) ou organisationnels (entreprises, écoles, universités, hôpitaux,…) qui restent des espaces de soumission objective (voir chapitre 2 précédent).
La liberté politique des citoyens - confinée aux espaces d'élection se jouant dans le secret de l'isoloir, seul dispositif social où les psychologues sociaux observent une réelle adéquation entre d'une part les opinions, croyances et attitudes et d'autre part le comportement (le vote) - et parfois, à revenu donné, la liberté de consommation sont cultivées par les démocraties libérales comme normativité de liberté qui pénètrerait les familles, les entreprises, les écoles, les universités, les hôpitaux,… alors que la réalité qui y a cours est faite d'aliénation volontaire de liberté.

Ce processus d'entrée en soumission telle qu'elle s'exerce dans les familles et dans les différentes organisations s'assimile alors à celui de la soumission librement consentie.
D'un côté, les agents qui exercent le pouvoir se doivent de déclarer libres les agents soumis; ils se livrent d'autant plus facilement à l'expression de cette règle partenariale qu'il leur est acquis que ces déclarations n'affectent pas ou que marginalement la réalisation des conduites qui restent des conduites prescrites.
De l'autre côté, les agents soumis valorise qui, le sous couvert de la permissivité ou du démocratisme, s'engagent dans leur état de soumission librement consentie :
a) déclarés libres, quand bien même ils ne ressentent pas un sentiment exacerbé de liberté, ils attribuent plutôt un crédit momentanée à la déclaration de liberté (voir partie 2),
b) pénétrés de la normativité des expressions de liberté que notre univers démocratique: les gens qui se proclament libres de faire ce qu'ils font sont plus respectables et de fait plus respectés que ceux qui se proclament soumis. Il est plus dévalorisant aux yeux d'autrui d'exprimer sa soumission quand bien même on la ressentirait; on laissera plutôt entendre qu'on accepte librement la proposition même si on sait que les conduites attendues déboucheront sur des actes, pour nous problématiques, mettant en jeu nos attitudes et valeurs morales.

Tout concourt donc à faciliter l'engagement des agents soumis dans leur soumission. Engagement qui ouvre la voie des processus socio-cognitifs conduisant à la reconnaissance de l'utilité des prescriptions. Les conséquences de cet engagement diffèrent selon que l'exercice permissif ou démocratique du pouvoir emprunte dans la voie totalitaire ou la voie libérale.

Le mode totalitaire repose sur la mise en relief des causes et des valeurs au profit desquelles les conduites sont requises par l'agent qui exerce le pouvoir. La liberté attribuée à l'agent soumis équivaut à solliciter de lui une prise de position à l'endroit des valeurs et ne produit rien qui puisse modifier sa vision "élément d'un tout" du rôle à jouer et des conduites à assumer. Aussi, l'engagement que la liberté génère ne peut conduire, lorsque l'acte requis est problématique, qu'à la croyance en l'utilité propre de cet acte qui doit être conforme au registre de valeurs. L'acte à accomplir en apparaîtra alors à son producteur moins contraire à ses motivations et attitudes d'autant que l'agent a le sentiment qu'il acquiert ainsi un peu de la valeur attribué au dessein collectif. Ainsi, c'est bien le processus de rationalisation des comportements prescrits qui opère. Ce processus connaît cependant deux limites :
a) il ne modifie pas en profondeur le système de croyances du soumis, la rationalisation s'effectue au coup par

coup, acte problématique par acte problématique et n'affecte pas les autres croyances;
b) il n'affecte que très peu les comportements spontanés à venir du soumis, une prédiction sur ces comportements s'avère très incertaine.
L'exercice démocratique totalitaire du pouvoir est donc associé, notamment pour son versant prescriptif, à la rationalisation. Pour ce qui est de l'aspect évaluatif, les pratiques totalitaires, parce qu'elles n'ont de légitimation que dans les valeurs, ne permettent pas une appréhension analytique très poussée de la contribution individuelle à la réalisation des valeurs et des projets; il est dès lors difficile d'échapper à un jugement global, voire manichéen, concernant l'utilité des agents.

Le mode libéral d'exercice du pouvoir met en jeu, à côté de la rationalisation, un autre circuit cognitif, circuit qui passe par l'image que les soumis ont de leur propre réalité psychologique.
Les pratiques libérales d'exercice du pouvoir s'appuient sur l'évocation de l'image de soi ou du "concept de soi" qui donne, au moment de la prescription et plus tard dans la pratique évaluative, une signification à un acte dont la détermination leur échappe.
En jouant du circuit de l'internalisation qui opère le transfert des utilités comportementales de l'environnement social vers la nature psychologique intime des gens, ce qui fait la force des pratiques démocratiques libérales c'est:
- qu'elles favorisent la reproduction et même la généralisation des conduites prescrites,
- que sur le plan évaluatif, elle propose à l'individu, grâce à l'attribution de dispositions personnologiques, une image de soi structurée par les principaux registres d'utilités sociales mis en jeu par le rapport social ou s'exerce le pouvoir.

Les pratiques de l'exercice du pouvoir parce qu'elles sont démocratiques ouvrent les processus socio-cognitifs qui découlent de l'engagement dans leur soumission
Parce qu'elles sont libérales ces pratiques activent deux processus : la rationalisation des comportements prescrits qui conduit à donner de la valeur à l'acte librement accepté et l'internalisation des utilités sociales dans l'activité évaluative qui réalise le transfert de cette valeur sur la personne.
Ce transfert aboutit à donner au comportement une signification (assimilées à des déterminations par les gens et par les théories partagées) tenue pour causale (poids de l'acteur comme facteur causal des comportements et renforcements), qui peut déterminer les comportements ultérieurs. L'activité évaluative confère alors à la valeur transférée sur l'individu d'une part des significations qui accentue le poids causal de l'acteur, d'autre part le statut de norme sociale (que Beauvois nomme "norme sociale d'internalité" (voir Partie 1).
Toutefois, en l'absence d'expérimentation, l'auteur laisse sans réponse la question de savoir quel est le rôle causal attribué à cette signification.



"Les fiches de lecture" "Page d'accueil D.S.O."